

# L'INVITÉE DE LA RÉDACTION

## Finance durable, environnement, société, gouvernance: qu'attend-on?



ISABELLE COHEN SOLAL  
Membre du comité de rédaction du Cercle  
Suisse des Administratrices

Il y a dix ans, on attendait que ce que l'on prenait comme une mode – finance durable, critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) – s'estompe. On se demandait combien ça coûtait en termes de performance. Il y a cinq ans, on entendait que ces éléments n'étaient pas

adaptés à la clientèle privée, aux institutionnels, aux assurés des caisses de pension et que, pour une bonne action, il y avait la philanthropie.

De nos jours, pourtant, les banques et les entreprises nous informent que c'est inscrit dans l'ADN de toutes ces entités. Hourra!

En interne, on en est encore malheureusement parfois resté à: «C'est du *greenwashing*. La finance essaie de s'acheter une conscience.»

Faut-il fermer les sociétés polluantes? Faut-il que le régulateur nous impose comment penser? Après les climatocseptiques, les ESG sceptiques?

Réveillons-nous et cessons d'attendre une preuve ultime que c'est ce qu'il nous faut. Sans être donneur de leçon, mais plutôt par une motivation saine de préserver le futur des prochaines générations et par une recherche de performance de nos actifs à long terme. Car nous sommes déjà tous écologistes: nous ne

souhaitons pas l'extinction d'espèces animales, la disparition de la forêt vierge ou la fin de la banquise. La différence entre chacun de nous réside dans notre manière d'y faire face.

L'économie et la finance peuvent être vues comme la consommation: un acte engagé.

Nous sommes en phase de transition et nous ferons malheureusement des erreurs. Par exemple, nous avons considéré l'énergie nucléaire comme LA solution, mais aujourd'hui, enfouir les déchets radioactifs est un problème insoutenable de pollution à très long terme. A contrario, les panneaux photovoltaïques ont été décriés au début de leur exploitation, car ils ne semblaient pas recyclables en fin de vie. C'est maintenant possible.

Le *greenwashing* existe et perdurera, car, pour certains, c'est la seule manière de rattraper ce mouvement. Soyons vigilants, informons-nous avant d'investir durablement.

Les normes de finance durable n'existent pas encore. Néanmoins, à titre d'exemple, les Nations unies ont mis en place des principes d'investissements responsables pour les gérants d'actifs (UNPRI). Ils intègrent des critères du type ne pas investir dans des sociétés qui emploient des enfants. L'ONU a également ses dix-sept objectifs de développement durable pour les sociétés et les gouvernements, dans le but, notamment, d'éradiquer la pauvreté et de protéger la planète.

En simplifiant à outrance, la finance durable a interprété l'investissement responsable de trois manières: exclusion des sociétés non respectueuses des droits de l'homme, sélection des sociétés faisant le plus d'effort dans leur catégorie ou secteur, financement de projets humanitaires. Elle se focalise aujourd'hui sur une transition vers moins de gaspillage, moins de changement climatique, tout en s'appuyant sur les connais-



LA FINANCE DURABLE a le vent en poupe.

sances actuelles. Elle ne résout pas tous les problèmes liés à l'environnement, au social et à la gouvernance, mais contribue efficacement à leur résolution. Peut-être que dans dix ans, on se dira qu'il aurait fallu combattre les nanoparticules. Ou

qu'il fallait abandonner notre modèle économique basé sur la consommation.

La mobilisation pour le climat ne faiblit pas, la collecte pour les fonds de développement durable non plus. Le mouvement est en marche. ■